

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Faustin--Lac-Carré

Code géographique : 78047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Gilles Bélanger, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Faustin--Lac-Carré pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-07-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2019 et 2018 à l'état consolidé de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion d'audit avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par le Parlement. La comptabilisation de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers consolidés de la Municipalité :

	Augmentation /	(Diminution)
	2019	2018
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	964 302 \$	1 030 201 \$
Excédent accumulé		
- Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	182 905 \$	197 549 \$
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	781 396 \$	832 652 \$

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation /	(Diminution)
	2019	2018
	-----	-----
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(65 899)\$	(81 683)\$
Remboursement de la dette à long terme	(51 256)\$	(126 621)\$
Affectations - Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(14 644)\$	44 938 \$

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du Maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport du Maire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA

AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Mont-Tremblant, 2020-07-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	6 281 726	6 340 631	6 002 518
Compensations tenant lieu de taxes	2	77 468	79 570	77 547
Quotes-parts	3			
Transferts	4	321 901	408 637	381 350
Services rendus	5	370 774	272 382	285 946
Imposition de droits	6	344 990	551 168	444 803
Amendes et pénalités	7	35 500	43 198	36 881
Revenus de placements de portefeuille	8		1 183	974
Autres revenus d'intérêts	9	83 250	112 484	98 612
Autres revenus	10	25 860	426 021	76 254
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 541 469	8 235 274	7 404 885
Charges				
Administration générale	14	1 376 181	1 388 486	1 289 954
Sécurité publique	15	1 313 210	1 305 411	1 223 277
Transport	16	1 693 039	2 255 982	2 207 708
Hygiène du milieu	17	1 100 558	1 214 534	1 283 009
Santé et bien-être	18	7 832	5 209	5 335
Aménagement, urbanisme et développement	19	332 729	371 566	359 251
Loisirs et culture	20	886 948	1 055 217	917 363
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	211 571	244 917	243 911
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 922 068	7 841 322	7 529 808
Excédent (déficit) de l'exercice	25	619 401	393 952	(124 923)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 017 558	15 142 481
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		1	
Solde redressé	28		15 017 559	15 142 481
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 411 511	15 017 558

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 278 599	802 565
Débiteurs (note 5)	2	972 257	1 648 886
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 250 856	2 451 451
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 052 399	821 616
Revenus reportés (note 12)	12	627 522	449 716
Dette à long terme (note 13)	13	10 276 694	8 918 303
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	11 956 615	10 189 635
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(8 705 759)	(7 738 184)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	23 924 544	22 580 232
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	7 284	7 284
Stocks de fournitures	19	147 985	139 573
Autres actifs non financiers (note 17)	20	37 457	28 653
	21	24 117 270	22 755 742
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	15 411 511	15 017 558

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	619 401	393 952	(124 923)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	2 559 447)	(793 327)
Produit de cession	3		24 110	25 831
Amortissement	4		1 056 261	1 041 995
(Gain) perte sur cession	5		11 959	17 412
Réduction de valeur / Reclassement	6		122 806	
	7		(1 344 311)	291 911
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(8 412)	(5 888)
Variation des autres actifs non financiers	10		(8 804)	(950)
	11		(17 216)	(6 838)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	619 401	(967 575)	160 150
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 738 184)	(7 898 334)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 738 184)	(7 898 334)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(8 705 759)	(7 738 184)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	393 952	(124 923)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 056 261	1 041 995
Autres			
- Perte sur cession immo.	3	11 959	17 412
- Réduction valeur immo	4	122 806	
	5	1 584 978	934 484
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	676 629	24 914
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	230 783	(386 220)
Revenus reportés	9	177 806	115 297
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(8 412)	(5 888)
Autres actifs non financiers	13	(8 804)	(950)
	14	2 652 980	681 637
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 559 447)	(793 327)
Produit de cession	16	24 110	25 831
	17	(2 535 337)	(767 496)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		45 845
	22		45 845
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 154 470	824 088
Remboursement de la dette à long terme	24	(771 999)	(794 785)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(24 080)	4 954
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 358 391	34 257
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 476 034	(5 757)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	802 565	808 322
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	802 565	808 322
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 278 599	802 565

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 22 mars 2011.

La Régie Incendie Nord-Ouest Laurentides a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui est entré en vigueur le 4 juin 2016.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, puis la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, de la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs » et de la « Régie Incendie Nord-Ouest Laurentides », partenariats auxquels elle participe.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la valeur nette de réalisation des stocks et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15 et 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie et équipement	5 à 20 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 et 10 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 278 599	802 565
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 278 599	802 565
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 094 823	477 799
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 297 915	260 517
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 219 753	219 172
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 44 357	867 195
Organismes municipaux	15 39 097	74 362
Autres		
- Droits de mutation	16 212 651	100 613
- Autres	17 158 484	127 027
	18 972 257	1 648 886
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 16 079	10 200
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 16 079	10 200
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 125 536	125 784
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	101 774	91 906
Régimes de retraite des élus municipaux	42	12 658	12 037
	43	114 432	103 943

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2019 et celle-ci porte intérêts au taux préférentiel.

La Régie Incendie Nord-Ouest Laurentides dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 100 000 \$ au 31 décembre 2019 et celle-ci porte intérêts au taux de 8,2 %.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	313 907	343 052
Salaires et avantages sociaux	48	308 054	305 436
Dépôts et retenues de garantie	49	329 487	87 824
Provision pour contestations d'évaluation	50	844	320
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- TPS	53	740	358
- TVQ	54	1 477	715
- Intérêts courus sur dette à LT	55	52 512	54 971
- Prime de départ élus	56	30 455	25 170
- Courus et passifs	57	14 923	3 770
	58	1 052 399	821 616

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	298 797	170 967
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	320 450	269 860
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	8 275	8 889
-	69		
-	70		
-	71		
	72	627 522	449 716

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,52	2020	2024	73	10 207 462	8 937 029
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,35	4,35	2024	2024	79	96 568	
Autres	5,11	5,11	2024	2024	80	15 470	
					81	10 319 500	8 937 029
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(42 806)	(18 726)
					83	10 276 694	8 918 303

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2020	84	92	1 687 883	100	14 158	109	3 494	117	1 705 535
2021	85	93	2 008 738	101	14 158	110	3 680	118	2 026 576
2022	86	94	2 658 018	102	14 158	111	3 872	119	2 676 048
2023	87	95	1 715 524	103	14 158	112	4 075	120	1 733 757
2024	88	96	2 137 299	104	53 338	113	349	121	2 190 986
2025 et +	89	97		105		114		122	
	90	98	10 207 462	106	109 970	115	15 470	123	10 332 902
Intérêts et frais accessoires				107	(13 402)			124	(13 402)
	91	99	10 207 462	108	96 568	116	15 470	125	10 319 500

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(7 748 345)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(761 242)
Autres	128	(196 172)
	129	(8 705 759)
		(6 697 783)
		(832 652)
		(207 749)
		(7 738 184)

Note

Québec : RRL 390 600 \$ + PIL 19 819 \$ + TECQ 2014-18 350 823 \$

Autres : TECQ 2010-2013 : 196 172 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	6 522 218	158	56 603	185	623 127	212	5 955 694
Eaux usées	131	4 549 041	159	(16 444)	186	158 393	213	4 374 204
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	13 140 886	160	1 684 296	187	326 242	214	14 498 940
Autres	133	1 009 191	161	4 800	188		215	1 013 991
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	3 457 310	163		190	60	217	3 457 250
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	2 260 428	165	169 480	192	142 962	219	2 286 946
Ameublement et équipement de bureau	138	254 858	166	19 197	193	7 435	220	266 620
Machinerie, outillage et équipement divers	139	2 024 075	167	49 096	194	240 085	221	1 833 086
Terrains	140	464 825	168	351 336	195	250	222	815 911
Autres	141	21 575	169		196		223	21 575
	142	<u>33 704 407</u>	170	<u>2 318 364</u>	197	<u>1 498 554</u>	224	<u>34 524 217</u>
Immobilisations en cours	143	5 026	171	241 083	198		225	246 109
	144	<u>33 709 433</u>	172	<u>2 559 447</u>	199	<u>1 498 554</u>	226	<u>34 770 326</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	2 116 416	173	183 188	200	623 127	227	1 676 477
Eaux usées	146	1 901 171	174	86 780	201	158 393	228	1 829 558
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 023 164	175	350 417	202	326 242	229	3 047 339
Autres	148	388 855	176	48 407	203		230	437 262
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 851 386	178	102 992	205	60	232	1 954 318
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	495 909	180	148 453	207	10 513	234	633 849
Ameublement et équipement de bureau	153	191 814	181	16 289	208	5 279	235	202 824
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 138 911	182	119 735	209	216 066	236	1 042 580
Autres	155	21 575	183		210		237	21 575
	156	<u>11 129 201</u>	184	<u>1 056 261</u>	211	<u>1 339 680</u>	238	<u>10 845 782</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>22 580 232</u>					239	<u>23 924 544</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243	106 677	245		247	106 677
Amortissement cumulé	241	()	244	(3 556)	246	()	248	(3 556)
Valeur comptable nette	242						249	<u>103 121</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	7 284	7 284
	253	7 284	7 284
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	7 284	7 284
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Autres	256	37 457	28 653
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	37 457	28 653
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 438 161 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2020 - 409 229 \$
2021 - 19 477 \$
2022 - 9 455 \$

19. Droits contractuels

La Municipalité possède des droits par contrats auprès de certains partenaires. Le solde des droits contractuels suivant ces contrats s'établit à 29 063 \$ pour 2020.

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Événement postérieur à la date de la situation financière

Pandémie

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces événements sur la Municipalité est incertaine pour être estimée actuellement. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 982 807	6 281 726	6 340 631			6 340 631
Compensations tenant lieu de taxes	2	77 547	77 468	79 570			79 570
Quotes-parts	3					818 621	
Transferts	4	334 159	321 901	351 046		10 788	361 834
Services rendus	5	397 677	370 774	368 006		41 096	272 382
Imposition de droits	6	431 830	344 990	486 218			486 218
Amendes et pénalités	7	36 881	35 500	43 198			43 198
Revenus de placements de portefeuille	8					1 183	1 183
Autres revenus d'intérêts	9	98 612	83 250	112 484			112 484
Autres revenus	10	78 085	25 860	392 718		(592)	392 126
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 437 598	7 541 469	8 173 871		871 096	8 089 626
Investissement							
Taxes	13	19 711					
Quotes-parts	14					1 278	
Transferts	15	27 000		46 803			46 803
Imposition de droits	16	12 973		64 950			64 950
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			33 895			33 895
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	59 684		145 648		1 278	145 648
	21	7 497 282	7 541 469	8 319 519		872 374	8 235 274
Charges							
Administration générale	22	1 325 840	1 376 181	1 337 580	50 906		1 388 486
Sécurité publique	23	1 221 917	1 313 210	1 297 350	30 330	567 341	1 305 411
Transport	24	1 702 569	1 693 039	1 741 680	514 302		2 255 982
Hygiène du milieu	25	1 007 128	1 100 558	1 042 748	287 877	250 918	1 214 534
Santé et bien-être	26	5 335	7 832	5 209			5 209
Aménagement, urbanisme et développement	27	349 109	332 729	367 354	4 212		371 566
Loisirs et culture	28	835 482	886 948	978 755	76 462		1 055 217
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	217 634	211 571	211 578		33 339	244 917
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	971 117		964 089	(964 089)		
	33	7 636 131	6 922 068	7 946 343		851 598	7 841 322
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(138 849)	619 401	373 176		20 776	393 952

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(138 849)	619 401	373 176	20 776	393 952
Moins: revenus d'investissement	2	(59 684)	()	(145 648)	(1 278)	(145 648)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(198 533)	619 401	227 528	19 498	248 304
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	971 117		964 089	92 172	1 056 261
Produit de cession	5	11 050		21 500	2 610	24 110
(Gain) perte sur cession	6	10 328		4 874	7 085	11 959
Réduction de valeur / Reclassement	7				122 806	122 806
	8	992 495		990 463	224 673	1 215 136
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	7 349		103 650		103 650
Remboursement de la dette à long terme	17	(703 100)	(614 100)	(614 100)	(157 898)	(771 998)
	18	(695 751)	(614 100)	(510 450)	(157 898)	(668 348)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(6 005)	()	(3 353)	(10 234)	(14 865)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	124 013		41 939		41 939
Excédent de fonctionnement affecté	21	266 285	208 483	229 727		229 727
Réserves financières et fonds réservés	22	(132 792)	(201 933)	(564 289)		(564 289)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	44 673	(11 851)	(14 917)	2 980	(11 937)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	296 174	(5 301)	(310 893)	(7 254)	(319 425)
	26	592 918	(619 401)	169 120	59 521	227 363
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	394 385		396 648	79 019	475 667

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	59 684	145 648	1 278	145 648
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(19 618)	(370 532)	()	(370 532)
Sécurité publique	3	()	()	(134 639)	(134 639)
Transport	4	(190 824)	(1 895 246)	()	(1 895 246)
Hygiène du milieu	5	(312 270)	(73 630)	(51 505)	(125 135)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(22 047)	(33 895)	()	(33 895)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(544 759)	(2 373 303)	(186 144)	(2 559 447)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	729 500	1 884 300	159 170	2 043 470
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	6 005	3 353	10 234	14 865
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	25 765			
Excédent de fonctionnement affecté	16	143 661	22 199	4 102	26 301
Réserves financières et fonds réservés	17	120 565	47 168	(1 307)	45 861
	18	295 996	72 720	13 029	87 027
	19	480 737	(416 283)	(13 945)	(428 950)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	540 421	(270 635)	(12 667)	(283 302)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	688 202	2 062 015	216 584	2 278 599
Débiteurs (note 5)	2	1 598 855	947 771	24 486	972 257
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	2 287 057	3 009 786	241 070	3 250 856
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	778 982	996 119	56 280	1 052 399
Revenus reportés (note 12)	12	449 716	627 522		627 522
Dette à long terme (note 13)	13	7 747 780	9 101 641	1 175 053	10 276 694
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	8 976 478	10 725 282	1 231 333	11 956 615
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(6 689 421)	(7 715 496)	(990 263)	(8 705 759)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	21 424 309	22 807 149	1 157 654	23 924 544
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	7 284	7 284		7 284
Stocks de fournitures	19	137 509	145 970	2 015	147 985
Autres actifs non financiers (note 17)	20	15 526	23 476	13 981	37 457
	21	21 584 628	22 983 879	1 173 650	24 117 270
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	500 899	531 396	106 565	637 961
Excédent de fonctionnement affecté	23	778 732	851 017	58 954	909 971
Réserves financières et fonds réservés	24	118 232	692 057	35 267	727 324
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(419 467)	(483 101)	(4 815)	(487 916)
Financement des investissements en cours	26	28 569	(298 768)		(298 768)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	13 888 242	13 975 782	(12 584)	13 922 939
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	14 895 207	15 268 383	183 387	15 411 511

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	2 079 153	2 037 149	2 326 302	2 262 092
Charges sociales	2	432 805	414 788	451 769	428 880
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	1 927 068	2 056 698	2 245 487	2 133 067
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	192 282	190 693	223 393	219 087
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 289	14 289	14 289	15 990
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	5 000	6 596	7 235	8 834
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	1 393 492	1 401 364	581 465	507 736
Transferts	13				
Autres	14	14 532	12 312	12 312	9 491
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	745 961	711 769	711 769	730 364
Amortissement des immobilisations	17		964 089	1 056 261	1 041 995
Autres					
- Autres	18	117 486	136 596	211 040	172 272
-	19				
-	20				
	21	6 922 068	7 946 343	7 841 322	7 529 808

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15
Excédent (déficit) de l'exercice	16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	637 961	579 261
Excédent de fonctionnement affecté	2	909 971	789 437
Réserves financières et fonds réservés	3	727 324	152 095
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	487 916 ) (	422 382)
Financement des investissements en cours	5	(298 768)	42 591
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	13 922 939	13 876 556
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 411 511	15 017 558
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	531 396	500 899
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	106 565	78 362
	11	637 961	579 261
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Sécurité publique	12	75 373	125 372
- Aqueduc	13	120 723	99 724
- Bâtiments	14	16 000	44 093
- Égout	15	185 378	179 896
- Travaux publics	16	47 213	22 629
- Matières résiduelles	17	173 922	133 269
- Administration	18	113 320	90 645
- Promotion et développement	19	79 159	63 486
- Autres	20	39 929	19 618
	21	851 017	778 732
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- RINOL	22	23 702	10 705
- RITL	23	35 252	
-	24		
	25	58 954	10 705
	26	909 971	789 437
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve aqueduc	27	53 058	43 637
- Réserve égout	28	36 816	30 166
- Réserve Lac Colibri	29	3 391	4 258
- Réserve voirie	30	460 282	17 392
-	31		
	32	553 547	95 453
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	81 767	22 739
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	56 743	40
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42	35 267	33 863
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	173 777	56 642
	48	727 324	152 095

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (185 452)	(200 370)
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 (185 452)	(200 370)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (12 962)	(2 915)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 (297 649)	(219 097)
-	73 () ()
	74 (310 611)	(222 012)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	8 147
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	8 147
	81 (487 916)	(422 382)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	44 271
Investissements à financer	83 (298 768 ) (	1 680)
	84 (298 768)	42 591
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 23 924 544	22 580 232
Propriétés destinées à la revente	86 7 284	7 284
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 23 931 828	22 587 516
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 23 931 828	22 587 516
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (10 276 694 ) (	8 918 303)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (42 806 ) (	18 726)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 16 079	10 200
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 12 962	3 405
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 297 648	215 314
	98 (9 992 811 ) (	8 708 110)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (16 078 ) (	2 850)
	100 (10 008 889 ) (	8 710 960)
	101 13 922 939	13 876 556

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____) (_____)		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____) (_____)		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

Employés syndiqués : L'employeur cotise un maximum de 6 % du salaire brut dans un REER collectif si l'employé contribue dans la même proportion.

Employés cadres et directeur général : L'employeur cotise 7,25 % du salaire brut des cadres et directeur général dans un REER individuel, aucune obligation des cadres à cotiser.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	116
	101 774	91 906

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	117
	6	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>3 756</u>	<u>3 572</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	12 658	12 037
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>12 658</u>	<u>12 037</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	4 014 981	4 055 816	4 055 816	3 732 422
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	560 771	562 258	562 258	554 881
Activités de fonctionnement	3	202 846	203 193	203 193	136 399
Activités d'investissement	4				251
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	175 030	175 671	175 671	176 194
Activités de fonctionnement	6	1 005	1 011	1 011	1 007
Activités d'investissement	7				19 460
Autres	8				
	9	4 954 633	4 997 949	4 997 949	4 620 614
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	198 559	203 017	203 017	200 987
Égout	11	67 205	67 792	67 792	67 299
Traitement des eaux usées	12	64 629	65 024	65 024	64 736
Matières résiduelles	13	411 674	414 365	414 365	410 273
Autres					
- Sûreté du Québec	14	557 398	563 417	563 417	557 894
- Roulotte et Lac-Colibri	15	2 740	2 760	2 760	2 734
- Chemin Desjardins	16	3 414	3 193	3 193	2 785
Centres d'urgence 9-1-1	17	20 000	21 640	21 640	21 563
Service de la dette	18	1 474	1 474	1 474	53 633
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 327 093	1 342 682	1 342 682	1 381 904
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 327 093	1 342 682	1 342 682	1 381 904
	27	6 281 726	6 340 631	6 340 631	6 002 518

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	15 637	16 410	15 144
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	3 032	3 476	3 588
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	23 377	23 377	23 377
	32	42 046	43 263	42 109
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	5 000	5 376	5 016
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35			
	36	5 000	5 376	5 016
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	47 046	48 639	47 125
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 244	1 244	1 300
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	817	816	816
Taxes d'affaires	44			
	45	2 061	2 060	2 116
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	26 226	26 589	26 171
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	2 135	2 282	2 135
	48	28 361	28 871	28 306
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	77 468	79 570	77 547

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		688	385
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55		7 254	12 012
Sécurité civile	56	14 500	14 500	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	126 887	127 161	126 999
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	29 595	31 170	26 181
Traitement des eaux usées	70			329
Réseaux d'égout	71	4 976	4 976	4 976
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	35 000	46 064	38 277
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	20 443	20 443	21 043
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	216 901	244 314	230 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			5 423
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	42 152	42 152	27 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	4 651	4 651	
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	46 803	46 803	32 423

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	105 000	106 732	106 732
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138		2 846	2 371
	139	105 000	106 732	109 578
TOTAL DES TRANSFERTS	140	321 901	397 849	408 637

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	66 950	66 950	
	144	66 950	66 950	
Sécurité publique				
Police	145	35 000	20 875	39 365
Sécurité incendie	146	69 770	69 770	25 669
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	104 770	90 645	65 034
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152	9 023	9 023	7 071
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	9 023	9 023	7 071
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			1 706
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161		1 536	3 081
Tri et conditionnement	162			
Autres	163		907	
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		2 443	4 787
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	180 743	166 618	76 892

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	4 650	6 901	5 504
	186	4 650	6 901	5 504
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188		8 495	10 583
Sécurité civile	189			
Autres	190	280	757	250
	191	280	757	10 833
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193	33 400	36 510	32 972
Autres	194	2 400	4 808	3 508
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	35 800	41 318	36 480
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	500	2 295	935
	211	500	2 295	935
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	52 500	52 099	49 166
	220	52 500	52 099	49 166
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	90 676	92 783	100 615
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	5 025	4 036	4 660
Autres	223	600	1 199	861
	224	96 301	98 018	106 136
Réseau d'électricité	225			
	226	190 031	201 388	209 883
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	370 774	368 006	285 946

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	51 490	64 472	60 601
Droits de mutation immobilière	229	278 500	378 566	306 732
Droits sur les carrières et sablières	230	15 000	108 130	77 470
Autres	231			
	232	344 990	551 168	444 803
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	35 500	43 198	36 881
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234		1 183	974
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	83 250	112 484	98 612
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(4 874)	(17 412)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241	10 000	12 951	21 076
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243	10 500	18 337	11 797
Autres	244	5 360	400 199	60 793
	245	25 860	426 613	76 254
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	188 056	185 107		185 107	185 107	166 233
Greffe et application de la loi	2	244 648	217 821		217 821	217 821	219 121
Gestion financière et administrative	3	809 840	789 530	50 906	840 436	840 436	755 350
Évaluation	4	81 500	81 135		81 135	81 135	80 685
Gestion du personnel	5	31 137	28 082		28 082	28 082	23 664
Autres							
- Autres	6	21 000	35 905		35 905	35 905	44 901
-	7						
	8	1 376 181	1 337 580	50 906	1 388 486	1 388 486	1 289 954
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	686 211	653 826		653 826	653 826	667 552
Sécurité incendie	10	579 547	587 770	30 330	618 100	595 831	512 626
Sécurité civile	11	608	13 326		13 326	13 326	604
Autres	12	46 844	42 428		42 428	42 428	42 495
	13	1 313 210	1 297 350	30 330	1 327 680	1 305 411	1 223 277
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	770 028	719 547	423 845	1 143 392	1 143 392	1 176 811
Enlèvement de la neige	15	836 803	923 138	90 457	1 013 595	1 013 595	948 635
Éclairage des rues	16	29 242	30 392		30 392	30 392	26 915
Circulation et stationnement	17	30 916	43 297		43 297	43 297	26 285
Transport collectif							
Transport en commun	18	26 050	25 306		25 306	25 306	29 062
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 693 039	1 741 680	514 302	2 255 982	2 255 982	2 207 708

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	73 724	70 132	21 263	91 395	90 625
Réseau de distribution de l'eau potable	24	125 680	128 022	137 639	265 661	230 671
Traitement des eaux usées	25	70 053	61 375	24 286	85 661	92 501
Réseaux d'égout	26	72 775	56 745	86 780	143 525	149 367
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	111 113	109 316	14 103	123 419	126 771
Élimination	28	183 850	189 731		189 731	182 687
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	114 123	104 323		104 323	114 773
Tri et conditionnement	30	8 000	7 488		7 488	7 771
Matières organiques						
Collecte et transport	31	135 462	131 422		131 422	97 509
Traitement	32	19 500	21 941		21 941	12 912
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	1 001	783		783	778
Protection de l'environnement	38	185 277	161 470	3 806	165 276	176 644
Autres	39					
	40	1 100 558	1 042 748	287 877	1 330 625	1 283 009
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	7 532	4 934		4 934	4 228
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	300	275		275	1 107
	44	7 832	5 209		5 209	5 335
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	237 869	251 091	2 035	253 126	232 808
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	34 200	32 503	2 177	34 680	35 172
Tourisme	49					
Autres	50	60 660	83 760		83 760	91 271
Autres	51					
	52	332 729	367 354	4 212	371 566	359 251

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	81 764	84 485	23 419	107 904	107 904	103 509
Patinoires intérieures et extérieures	54	41 206	34 522	7 980	42 502	42 502	43 176
Piscines, plages et ports de plaisance	55	25 076	24 494	770	25 264	25 264	24 584
Parcs et terrains de jeux	56	143 226	131 184	30 152	161 336	161 336	172 795
Parcs régionaux	57	79 925	78 127		78 127	78 127	99 748
Expositions et foires	58						
Autres	59	206 134	203 827		203 827	203 827	180 260
	60	577 331	556 639	62 321	618 960	618 960	624 072
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	176 656	166 718	12 060	178 778	178 778	171 006
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	46 407	173 203	2 081	175 284	175 284	47 580
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	86 554	82 195		82 195	82 195	74 705
	66	309 617	422 116	14 141	436 257	436 257	293 291
	67	886 948	978 755	76 462	1 055 217	1 055 217	917 363
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	202 693	200 863		200 863	233 563	231 117
Autres frais	70	3 878	4 119		4 119	4 119	3 960
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	5 000	6 596		6 596	7 235	8 834
	73	211 571	211 578		211 578	244 917	243 911
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75			964 089 (	964 089)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Faustin--Lac-Carré

Code géographique : 78047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	40 159	40 159	167 899
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4			
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 689 963	1 689 963	126 656
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10			
	Autres infrastructures	11	33 471	33 471	3 346
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	206 746	206 746	
	Édifices communautaires et récréatifs	14			
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17		169 480	297 501
	Ameublement et équipement de bureau	18	19 196	19 196	18 334
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 338	20 002	177 911
	Terrains	20	351 335	351 335	1 680
	Autres	21	29 095	29 095	
		22	2 373 303	2 559 447	793 327

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	40 159	40 159	167 899
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26			
	Autres infrastructures	27	1 723 434	1 723 434	130 002
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	609 710	795 854	495 426
		34	2 373 303	2 559 447	793 327

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 985 797	(5 079)	134 427	1 846 291
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 108 380	2 143 470	555 962	7 695 888
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	8 094 177	2 138 391	690 389	9 542 179
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 200	16 079	10 200	16 079
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	10 200	16 079	10 200	16 079
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	10 200	16 079	10 200	16 079
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	832 652		71 410	761 242
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	842 852	16 079	81 610	777 321
	19	8 937 029	2 154 470	771 999	10 319 500
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	8 937 029	2 154 470	771 999	10 319 500

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	9 136 300
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	247 772
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	103 650
--	---	---------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	56 743
--	---	--------

Débiteurs	9	16 079
-----------	---	--------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	964 302
---	----	---------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	8 450 598
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	1 183 199
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	9 633 797
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	150 225
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	9 784 022
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	9 784 022
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	81 500	81 135	80 685
Autres	3	86 500	85 691	84 365
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	553 542	560 211	4 948
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	26 050	25 306	29 062
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	530 900	536 262	203 371
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	54 000	53 316	56 498
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	29 350	29 173	23 885
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	12 500	12 350	6 261
Activités culturelles	23	19 150	17 920	18 661
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 393 492	1 401 364	507 736

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 373 303	544 759
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 373 303	544 759

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	8,38	35,00	15 752,00	704 753	158 757	863 510
Professionnels	2						
Cols blancs	3	15,40	35,00	28 023,00	699 790	133 155	832 945
Cols bleus	4	8,34	40,00	17 346,00	516 422	101 873	618 295
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	32,12		61 121,00	1 920 965	393 785	2 314 750
Élus	9	7,00			116 184	21 003	137 187
	10	39,12			2 037 149	414 788	2 451 937

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	31 169				31 169
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	4 976				4 976
Autres	16	319 552	42 152			361 704
	17	355 697	42 152			397 849

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	8 132	360
	4	8 132	360
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	10 147	10 621
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	10 147	10 621
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	107 947	112 069
Enlèvement de la neige	11	9 871	10 483
Autres	12	622	657
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	118 440	123 209
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 636	5 210
Réseau de distribution de l'eau potable	17	52 952	58 697
Traitement des eaux usées	18	17	341
Réseaux d'égout	19	6 386	7 329
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	684	739
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	64 675	72 316
Santé et bien-être			
Logement social	27	3 330	3 692
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	3 330	3 692
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	6 854	7 436
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	6 854	7 436
Réseau d'électricité			
	40		
	41	211 578	217 634

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Poirier	30 328	14 914
André Brisson	8 250	4 125
Michel Bédard	9 007	4 507
Alain Lauzon	8 250	4 125
Lise Lalonde	8 250	4 125
Jean-Simon Levert	9 372	4 686
Carol Oster	8 250	4 125

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	450 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	235 961 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	88 322 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	375 566 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34	\$
b) autres formes d'aide	35	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36	.....
Facteur comparatif de 2019	37	.....
Valeur uniformisée	38	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 64 458 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 400 912 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 346 082 \$

b) Dépenses d'investissement

42 1 725 873 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 2 472 867 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Programme d'amélioration du réseau routier 2019 sur chemins cédés en 1993

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 10540-04-2020

b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-04-07

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 10384-12-2019

b) Date d'adoption de la résolution

49 2019-12-03

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Faustin--Lac-Carré

Code géographique : 78047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier de la
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ (ci-après la « Municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.
Mont-Tremblant, 2020-07-03

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Faustin--Lac-Carré

Code géographique : 78047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 165 762
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	709 577
Activités de fonctionnement	3	204 812
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	180 436
Activités de fonctionnement	6	1 002
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 261 589

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	197 967
Égout	11	67 786
Traitement des eaux usées	12	64 867
Matières résiduelles	13	415 661
Autres		
- Sûreté du Québec	14	581 426
- Permis roulotte	15	240
- Chemin Desjardins-Lac Colibri	16	5 911
Centres d'urgence 9-1-1	17	21 000
Service de la dette	18	1 319
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 356 177
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 356 177
	27	6 617 766

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	16 690
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 857
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	24 964
	5	44 511

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	5 400
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	5 400

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	49 911

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 268
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	826
Taxes d'affaires	17	
	18	2 094

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	27 091
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	2 143
	21	29 234

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	81 239

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 584 011 681	X 5 0,5991	/100\$ 6 3 498 814				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 3 916 700	X 8 0,5991	/100\$ 9 23 465				
Immeubles non résidentiels	10 63 100 319	X 11 0,9500	/100\$ 12 599 453				
Immeubles industriels	13 5 838 800	X 14 0,9500	/100\$ 15 55 469				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 3 162 200	X 20 1,1982	/100\$ 21 37 889				
Immeubles agricoles	22 656 600	X 23 0,5991	/100\$ 24 3 934				
Total			25 4 219 024	26 (53 262)	27 ()	28	29 4 165 762
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 660 686 300	X 31 0,1074	/100\$ 32 709 577				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 709 577	55 ()	56 ()	57	58 709 577

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 660 686 300	x 2 0,0310 /100\$	3 204 812				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 x	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 x	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x	17 /100\$	18				
Autres	19 x	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 x	23 /100\$	24				
Total			25 204 812	26 (.....)	27 (.....)	28	29 204 812

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 x	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 x	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42 x	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x	46 /100\$	47				
Autres	48 x	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51 x	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 x	60 %	61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 4 | 8 | , 0 | 0 | \$
Égout	2	| 7 | 0 | , 2 | 5 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| 6 | 8 | , 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 6 | , 5 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Amélioration aqueduc - spéciale #8	0,0700	1	Secteur aqueduc
Prolongement aqueduc - spéciale # 47	0,0152	1	Secteur - aqueduc
Égout Mt-Blanc - spéciale # 48	0,0476	1	Secteur - égouts
Égout SFLC # 4	0,0161	1	Secteur - égouts
Aqueduc privé - # 90	118,4000	4	
Usine épuration - spéciale #54	85,0000	4	
Usine épuration - spéciale #52	728,0000	4	
Usine épuration - spéciale #53	440,0000	4	
Égout sanitaire - spéciale #403	88,0000	4	
Égout sanitaire - spéciale #45	856,0000	4	
Égout sanitaire - spéciale #46	433,0000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 500	23,7500	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 501	204,0000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 502	60,5000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 503	264,5000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 508	242,5000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 509	303,0000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 510	363,7500	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 511	424,5000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 512	606,2500	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 513	1 212,5000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 514	2 425,0000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 515	3 031,2500	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 516	3 637,5000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 517	4 850,0000	4	
Sûreté du Québec - spéciale # 519	3 395,0000	4	
Entretien chemin Desjardins - terrain	34,1100	4	Secteur Ch. Desjardins
Entretien chemin Desjardins - résidence	68,2200	4	Secteur Ch. Desjardins
Réserve barrage Lac-Colibri couronne 1	61,3800	4	Secteur Lac Colibri

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve barrage Lac-Colibri couronne 2	33,4800	4	Secteur Lac Colibri
Réserve barrage Lac-Colibri couronne 3-4	11,1600	4	Secteur Lac Colibri
Entretien barrage Lac-Colibri	0,0108	1	Secteur Lac Colibri
Études barrage Lac-Colibri (emprunt)	0,0540	1	Secteur Lac Colibri
Asphaltage rue des Geais-Bleus	439,6700	4	Secteur rue Geais-Bleus

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 617 766
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>53 262</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	241 908
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	21 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>6 354 858</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 660 686 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		0	,	9	6	1	9
--	--	---	---	---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	619 272	63 550		42 266	28 886	4 842
De secteur	2	27 429	4 904		2 783	3 372	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	136 705	7 222		5 188	31 507	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	783 406	75 676		50 237	63 765	4 842

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 321 335			5 080 151
De secteur	10	142 950			181 438
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 319			1 319
Autres	13	1 153 236			1 333 858
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	5 618 840			6 596 766

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2019-12-17	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>7 321 443 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>792 800 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>250 030 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>282 706 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Gilles Bélanger , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Faustin--Lac-Carré pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-07.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Faustin--Lac-Carré.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Faustin--Lac-Carré consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Faustin--Lac-Carré détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-07-07 11:18:15

Date de transmission au Ministère : 2020/07/16